

LISTE DES PIECES A FOURNIR : Carte de résident Renouvellement

<p>Vous devrez présenter les originaux et fournir les photocopies des documents mentionnés . TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA REFUSE Les documents doivent être présentés dans l'ordre demandé</p>	<p align="center">Cadre réservé à l'administration</p>
<p>Passeport (page relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et au visas) A défaut autre justificatif (attestation consulaire, carte d'identité, carte consulaire,...)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Carte de résident arrivant à expiration</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Attestation de non absence du territoire</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Justificatif de domicile datant de moins de 6 mois : - Facture (électricité, gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ou bail de location ou quittance de loyer ou taxe d'habitation) -Si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois -Si vous êtes hébergé par un particulier : ■ Attestation de l'hébergeant datée et signée ■ Copie de la carte d'identité ou de séjour de l'hébergeant ■ Acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>3 photographies d'identité récentes (format 35mm x 45mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005 (pas de copie et non découpées)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Formulaire dûment complété daté et signé par le demandeur</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Justificatif d'acquittement de la taxe sur le titre de séjour et du droit de timbre à remettre au moment de la remise du titre</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>

Cadre réservé à l'administration : N° AGDREF :

: Dossier complet

: Dossier incomplet (Au besoin, date du courrier demandant les pièces complémentaires : .../...../...../)

Fiche de renseignement demande de titre de séjour

Date de dépôt :

- Première demande**
- Renouvellement**
- Changement de statut**

Motif de la demande :

NOM :Prénom :

NOM d'épouse :Date de naissance :

Numéro étranger (coté vertical droit) :

Lieu de naissance :Pays de naissance :

Nationalité :

Adresse :

Code postal : Ville :

Numéro de portable :

Adresse mail :

Date de votre dernière entrée en France :

Passeport : Date de validité : Fin de validité :

- En possession d'un visa** **Démuni de visa**

Situation matrimoniale

- Célibataire Marié(e) Pacsé(e) Divorcé(e) Veuf(ve) Union libre

Date du mariage, pacs ou concubinage :.....

NOM / Prénom du conjoint :.....

Date de naissance :.....Lieu de naissance :.....

Pays de naissance :.....Nationalité :.....

Lieu de résidence :

.....
.....
.....

Numéro étranger (le cas échéant):.....

Profession :.....

Vos enfants

NOM Prénom	Date de naissance	Ville et Pays de naissance	Nationalité	Lieu de résidence

Autres membres de votre famille (en France et à l'étranger)

NOM Prénom	Date de naissance	Nationalité	Lieu de résidence	Lien de parenté

Situation professionnelle

Disposez-vous actuellement :

D'une promesse d'embauche ? Oui Non

D'un contrat de travail ? Oui Non

Avez-vous déjà travaillé en France ? Oui Non

Profession et/ou formation en France	Profession et/ou formation dans le pays d'origine

♦ **Tout dossier incomplet sera refusé.**

♦ **Les documents d'état-civil rédigés en langue étrangère doivent être traduits en langue française par un traducteur interprète agréé près d'une cour d'appel.**

♦ **En cas de 1^{re} demande et si vous êtes en situation irrégulière sur le territoire français : 50 € en timbre fiscaux dématérialisés sont demandés.**

♦ **Pour tout renouvellement, prendre rendez-vous sur le site de la préfecture : www.correze.gouv.fr**

♦ **Se présenter avec les originaux et les photocopies des documents d'état-civil lors des rendez-vous.**

♦ **À envoyer au Bureau des étrangers**

♦ **Courrier à envoyer avec accusé de réception**

Je joins à cette demande l'ensemble des pièces nécessaires à son examen. Je suis informé que d'autres documents pourront éventuellement m'être demandés ultérieurement.

le.....

Fait à Tulle

Signature

cadre réservé à l'administration

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES
(à remplir obligatoirement)

Entourez la bonne réponse

Langue française : lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

Autres langues :

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....,.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

Cours de français : OUI - NON

Si oui, en quelle année :

et combien de temps :

Études supérieures en France : OUI - NON

Si oui, diplômes obtenus :

♦Le niveau A1 est exigé pour les cartes de séjour pluriannuelle (justificatifs l'appui ainsi que le contrat d'intégration républicaine CIR)

♦Le niveau A2 est exigé pour les cartes de résident de 10 ans (justificatifs l'appui ainsi que le contrat d'intégration républicaine CIR)

Date :

Signature :

Toute fausse déclaration est passible des peines d'emprisonnement et des amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Article 441-6 du code pénal :

« Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire d'obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu. »

Article 441-7 du code pénal :

« Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »

Date :

Signature :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e),

Nom :

Prénom :

né le : _____ à : _____

m'engage sur l'honneur à respecter les principes qui régissent la République française.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Les étrangers en situation régulière ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les français sauf le droit de vote qui reste attaché à la nationalité et doivent respecter les lois et principes de la République française. Qu'elle sanctionne ou qu'elle protège, la loi est la même pour tous, sans distinction d'origine, de race ou de religion. L'égalité entre hommes et femmes est un principe fondamental de la société française.

Fait à Tulle, le

signature

Je soussigné(e) (Nom Prénom) :

: **DECLARATION DE NON-POLYGAMIE (Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie-Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Brunei, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Gabon, Gambie, Guinée équatoriale, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Laos, Liban, Liberia, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo)**

Déclare sur l'honneur que ma situation matrimoniale sur le territoire de la République Française est conforme à la législation française et que je ne vis pas en situation de polygamie/ de polyandrie sur le territoire français.
Je suis informé(e) que les titres, actes d'état civil et document présentés dans le cadre de la présente demande de titre de séjour pourront faire l'objet d'une authentification auprès des autorités ou organismes qui les ont émis.
Signature :

Déclaration de communauté de vie

Je soussigné(e)
Déclarant(e) : M. ou Mme
Né(e) à
conjoint/conjointe
Né(e) à
Domicilié(é) :

Déclarent sur l'honneur en présence du représentant du préfet de Corrèze que le communauté de vie est toujours effective.
Signature du/de la déclarant(e) Signature du/de la conjoint(e)

DEMANDE DE CARTE DE RESIDENT (fondement L.314-93° du CESEDA)

Je sollicite une carte de résident sur le base de l'article L.314-93° du CESEDA puisque je suis marié(e) depuis au moins 3 ans avec un(e) ressortissant(e) de nationalité française, qui séjourne régulièrement en France, la communauté de vie entre les époux n'a pas cessé depuis notre mariage, mon conjoint a conservé la nationalité française et, lorsque le mariage a été célébré à l'étranger, il a bien été transcrit préalablement sur les registres de l'état civil français.

A cet effet, je produis l'ensemble des pièces afférentes à cette demande.

DEMANDE DE CARTE DE RESIDENT (fondement L.314-8 du CESEDA)

Je sollicite une carte de résident sur la base de l'article L.314-8 du CESEDA puisque je suis depuis 5 ans sur le territoire français en situation régulière, sous couvert d'une des cartes de séjour : vie privée et familiale, visiteur, passeport talent (hors salarié en mission), activité professionnelle (hors travailleur saisonnier et stagiaire).
A cet effet, je produis l'ensemble des pièces afférentes à cette demande.

Date :/...../...../

Signature :

DÉCLARATION DE NON-ABSENCE

Je soussigné·e Monsieur, Madame (Rayer la mention inutile) :

Nom : (Nom de jeune fille pour une femme) :

Épouse : (le cas échéant)

Prénom :

né(e) le à (Ville et pays de naissance) :

de nationalité :

Déclare sur l'honneur, ne pas avoir séjourné·e :

- Plus de trois années consécutives hors de France, au cours des 10 dernières années, si je suis titulaire d'une carte de résident de 10 ans ou d'un certificat de résidence algérien de 10 ans.

- Plus de 3 ans hors de l'Union européenne ou 6 ans hors de France, au cours des 10 dernières années, ou n'avoir pas acquis le statut de résident longue durée-CE dans un autre État membre de l'UE, si je suis titulaire d'une carte de résident longue durée-CE.

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation. Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à le :

Signature du(de la) déclarant·e :